

## **Banques panafricaines et dynamiques de développement économique et financier : enseignements tirés de la CEMAC**

### **Pan-African Banks and Economic and Financial Development Dynamics: Lessons from CEMAC**

**IWANGOU IWANGOU Armand**  
Doctorant  
Université d'Orléans  
Laboratoire d'Économie d'Orléans  
France

**Date de soumission** : 02/10/2025

**Date d'acceptation** : 05/11/2025

**Pour citer cet article** :

Iwangou, I. A. (2025) « Banques panafricaines et dynamiques de développement économique et financier : enseignements tirés de la CEMAC », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 11 » pp : 194- 221.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons  
Attribution License 4.0 International License



## Résumé

Cet article examine l'impact des banques panafricaines sur le développement économique et financier de la CEMAC entre 2000 et 2023. Après avoir présenté les principales caractéristiques structurelles du secteur bancaire régional, l'étude mobilise deux approches économétriques complémentaires : d'une part, un modèle dynamique System-GMM permettant de corriger les biais d'endogénéité et d'évaluer l'effet des banques panafricaines sur la croissance, l'investissement et les inégalités ; d'autre part, un modèle vectoriel autorégressif en panel (PVAR) afin de capter les interdépendances dynamiques entre variables bancaires et indicateurs de développement. Les résultats montrent que les banques panafricaines jouent un rôle déterminant dans l'approfondissement financier et la croissance, mais que cet effet demeure tributaire de la qualité de l'intermédiation et du cadre institutionnel. L'analyse met également en évidence une complémentarité fonctionnelle : les banques panafricaines favorisent l'efficacité macrofinancière, tandis que les banques locales contribuent à l'inclusion sociale. Ces conclusions plaident en faveur de politiques publiques orientées vers la régulation différenciée et la valorisation des synergies entre modèles bancaires, condition essentielle à une croissance durable et inclusive dans la CEMAC.

**Mots-clés** : Banques panafricaines ; Développement économique ; Intermédiation financière ; Inégalités ; CEMAC.

**Classification JEL** : G21 ; O16 ; C33 ; F36.

## Abstract

This paper investigates the impact of Pan-African banks on economic and financial development in the CEMAC region over the period 2000–2023. After outlining the structural characteristics of the regional banking sector, the study applies two complementary econometric approaches: first, a dynamic System-GMM model to address endogeneity bias and assess the effects of Pan-African banks on growth, investment, and inequality; second, a panel vector autoregressive model (PVAR) to capture the dynamic and bidirectional interactions between banking and development variables. The results highlight the pivotal role of Pan-African banks in fostering financial deepening and economic growth, while showing that these effects remain conditional on the quality of intermediation and institutional robustness. Furthermore, the analysis reveals a functional complementarity: Pan-African banks enhance macro-financial efficiency, whereas domestic banks contribute more directly to social inclusion. The article concludes that public policies should promote the coexistence and complementarity of these banking models in order to maximize their contribution to inclusive growth in the CEMAC region.

**Keywords**: Pan-African banks; Economic development; Financial intermediation; Inequality; CEMAC.

**JEL Classification** : G21; O16; C33; F36.

## Introduction

Le système financier en Afrique, essentiellement constitué de banques, a pour fonction primordiale de collecter des dépôts et d'octroyer des crédits. Cependant, ce système a longtemps été sous l'emprise des banques occidentales, implantées depuis les indépendances. Ces dernières, octroyaient crédits, dons et garanties aux pays en quête de financement pour leur développement (Toussaint et Millet, 2002). Parmi ces acteurs majeurs, on retrouve la Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest (BIAO), la BNP, le Crédit Lyonnais et la Société Générale (Diop, 2015).

En théorie, ces banques étaient censées stimuler la croissance et le développement en apportant de nouvelles sources de financement (BIS, 2001 et 2006). De plus, elles devaient catalyser le développement du système financier grâce à de nouvelles technologies et services (Claessens et al., 2001), tout en favorisant la consolidation d'un système de financement fragmenté (Gelos and Roldos, 2004). Cela aurait dû améliorer l'efficacité de l'intermédiation locale et la disponibilité du crédit (Beck et al., 2004).

Malheureusement, malgré les financements accordés, ces banques n'ont pas tenu leur rôle de moteur de développement économique, en raison de conditions d'octroi inadaptées et de restrictions excessives. En effet, en s'accaparant une part disproportionnée du marché, elles ont négligé le financement des petites et moyennes entreprises (PME), pourtant cruciales pour l'emploi et la croissance.

Cette situation a entraîné des conséquences néfastes sur l'économie : baisse de la production, hausse du chômage et aggravation des inégalités de revenus. Les données de la Banque Mondiale le confirment : entre 1995 et 2000, le crédit au secteur privé dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) était au plus bas, accentuant le fossé entre riches et pauvres. L'indice de Gini, mesurant les inégalités, atteignait des niveaux alarmants (61,3 en Centrafrique en 1992, 44,4 au Cameroun en 1996). Parallèlement, le chômage culminait en 1996 au Cameroun (8,06%), atteignant 19,79% au Congo et 16,91% au Gabon.

Depuis la fin des années 1990, le système bancaire africain connaît une mutation profonde. En effet, aux côtés des acteurs traditionnels émergent des groupes régionaux, devenant progressivement des groupes bancaires panafricains. Ces banques, qu'elles soient locales, régionales ou continentales, adoptent une stratégie de développement plus agressive. Elles ciblent de nouveaux marchés et des populations jusque-là exclues du système bancaire (Proparco, 2013).

Parmi les plus grands groupes, on retrouve Standard Bank Group, Attijariwafa Bank, Ecobank ou United Bank for Africa (UBA), présents dans plus d'une vingtaine de pays. De plus, les banques régionales gèrent plus d'actifs que les banques locales ou étrangères. Léon et Zins (2019) soulignent que l'expansion de ces groupes s'est accélérée après la crise de 2008, profitant des difficultés des banques européennes et américaines. Grâce à leur envergure internationale, elles innovent et accèdent à des fonds à moindre coût. En outre, leur proximité (géographique et/ou culturelle) leur confère une meilleure connaissance du terrain.

Ainsi, la part des crédits au secteur privé a considérablement augmenté dans la CEMAC, atteignant entre 12 et 17% par pays. Simultanément, l'indice de Gini a baissé (43 en Centrafrique, 42,2 au Cameroun, 37,4 au Tchad en 2021) et le PIB par habitant a augmenté dans la sous-région.

Face à ces évolutions, il est essentiel de s'interroger sur l'impact des banques panafricaines sur le développement économique de la sous-région. Plus précisément, leur expansion a-t-elle favorisé l'essor économique des pays la CEMAC ?

A notre connaissance, la problématique de l'impact de ces banques sur le développement économique reste peu explorée. En effet, les études existantes sur l'expansion des banques panafricaines se sont essentiellement focalisées sur la concurrence, la compétitivité et l'inclusion financière (Léon, 2012 ; Zins, 2018 ; Léon & Zins, 2019 ; Kanga, 2021), négligeant ainsi leur contribution au développement global.

Notre recherche vise à combler ce manque en analysant le rôle des banques régionales africaines dans le développement des économies de la CEMAC. Nous nous intéressons à leur impact sur l'investissement, l'accès au crédit, l'emploi et la croissance.

Pour ce faire, nous effectuons une revue de littérature, puis analysons les données de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et de la Banque Mondiale à l'aide d'une modélisation en panel. Ce modèle va nous permettre d'isoler l'effet spécifique de ces banques sur les variables de développement. Enfin, nous allons discuter des résultats et conclure sur leur rôle dans le développement de la CEMAC.

## **1. Revue de la littérature**

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, de nombreux auteurs ont soutenu l'idée des bienfaits du développement financier pour l'économie. Selon Schumpeter (1911), les banques jouent un rôle crucial dans la croissance économique en favorisant l'innovation grâce aux services financiers qu'elles offrent. Bien que les premières réflexions théoriques sur le rôle du secteur financier dans le

développement économique remontent à Schumpeter (1911), ce sont les travaux théoriques de MacKinnon (1973) et Shaw (1973) qui ont marqué la littérature.

En effet, pendant de nombreuses années, les économistes ont expliqué la croissance économique en se concentrant uniquement sur des facteurs économiques tels que le capital, le travail et la technologie, sans accorder une attention suffisante aux politiques économiques, y compris le développement financier. Leurs idées ont influencé les recommandations de politique économique des institutions internationales en faveur de la libéralisation financière pour favoriser la croissance et le développement dans les pays en développement. Cependant, les résultats de ces politiques de libéralisation financière ont souvent été décevants, entraînant une instabilité macroéconomique et des crises financières.

A la fin des années 1980, les modèles de croissance endogène ont émergé, intégrant les facteurs financiers et suscitant un regain d'intérêt pour l'étude de la relation entre le développement financier et la croissance économique. Ce nouveau courant de recherche a remis en question les limites de la théorie de la libéralisation financière et a développé un cadre théorique permettant d'analyser l'impact du développement financier sur la croissance économique. Ces avancées théoriques ont ensuite été soutenues par des études empiriques, qui ont révélé des effets à la fois favorables et défavorables du développement financier sur la croissance économique. Du point de vue théorique, le développement financier influence la croissance économique par deux canaux : l'accumulation de capital et l'amélioration de la productivité (Menyari, 2019). En effet, le système financier, les banques et les bourses jouent un rôle clé dans la mobilisation des ressources des agents excédentaires. Le développement financier se traduit donc par une mobilisation accrue de l'épargne pour augmenter le financement de l'économie. Ceci se fait par l'entrée de nouvelles banques dans le système bancaire (Adeline Pelletier, 2018), l'apport de nouvelles technologies et de services supérieurs (Claessens et al., 2001), l'inclusion financière (Zins et Weill, 2016).

D'un point de vue empirique, Goldsmith (1969), précurseur de l'étude du lien entre développement financier et croissance, a mené des travaux sur 35 pays en utilisant le ratio des actifs des intermédiaires financiers sur le PIB pour une période allant de 1860 à 1963 et a trouvé un lien positif entre le développement financier et la croissance économique. Cependant, de nombreuses faiblesses ont été relevées dans l'étude de Goldsmith, notamment le fait qu'elle ne prenait pas en compte tous les facteurs qui influencent la croissance, et son approche n'a pas permis d'évaluer si le lien entre le développement économique et financier passait par la productivité ou l'accumulation des facteurs (Levine, 2005).

Après une interruption de près de 25 ans dans la recherche sur le lien entre finance et croissance, King et Levine (1993) ont repris le flambeau des travaux pionniers de Goldsmith, en s'attachant à combler certaines lacunes méthodologiques. En effet, leur étude, d'une ampleur considérable, s'est appuyée sur des données provenant de 77 pays et a pris en compte une multitude de facteurs susceptibles d'influencer la croissance économique, tels que le revenu initial, le niveau d'éducation, la consommation publique et l'ouverture commerciale.

Grâce à cette approche rigoureuse, les auteurs ont pu démontrer que la taille du secteur financier en 1960 constituait un indicateur prédictif robuste de la croissance économique, de l'investissement et de la productivité au cours des trois décennies suivantes. Cette découverte majeure a relancé le débat sur le rôle du développement financier dans la croissance économique, en suggérant que des systèmes financiers plus développés pourraient favoriser l'accumulation de capital, l'innovation et l'efficacité productive.

Toutefois, malgré la force de cette corrélation, King et Levine ont souligné avec prudence que leurs résultats ne permettaient pas d'établir une relation de causalité directe entre développement financier et croissance. En d'autres termes, si un secteur financier développé semble accompagner la croissance économique, il n'est pas possible d'affirmer avec certitude qu'il en est la cause première. D'autres facteurs, non pris en compte dans l'étude, pourraient jouer un rôle déterminant, ou la relation pourrait être bidirectionnelle, la croissance économique favorisant à son tour le développement du secteur financier. Cette nuance importante a ouvert la voie à de nouvelles recherches visant à démêler les liens complexes entre finance et croissance, et à identifier les mécanismes précis par lesquels le secteur financier peut stimuler ou freiner le développement économique.

Les travaux ultérieurs de Levine, Loayza et Beck (2000) ont constitué une avancée significative dans la compréhension du lien entre développement financier et croissance économique. En effet, ces chercheurs, soucieux d'établir une relation de causalité plus robuste que la simple corrélation souvent observée, ont entrepris une analyse à la fois ambitieuse et méticuleuse.

De manière concrète, leur étude a porté sur un échantillon de 74 pays, couvrant une période de 35 ans (1960-1995) et incluant des économies de tous niveaux de développement. Conscients de la complexité de la relation étudiée, et en particulier du risque d'endogénéité - où le développement financier pourrait être autant une conséquence qu'une cause de la croissance -, ils ont mobilisé deux méthodes économétriques avancées : l'analyse transversale et l'analyse dynamique de panel. Ces outils permettent de contrôler les spécificités de chaque pays et de

chaque période, ainsi que de résoudre les problèmes de causalité inverse et de biais de simultanéité, qui peuvent biaiser les conclusions.

Grâce à cette approche rigoureuse, les auteurs ont pu apporter des preuves solides en faveur d'un impact causal du développement financier sur la croissance économique. Leurs résultats indiquent non seulement que le développement du secteur financier accompagne la croissance, mais qu'il la stimule activement en améliorant la productivité totale des facteurs. En d'autres termes, un système financier performant joue un rôle clé en permettant une allocation plus efficace des ressources, favorisant ainsi l'innovation, l'investissement et la création de valeur, moteurs essentiels de la croissance économique.

Beck et al. (2000) montrent quant à eux<sup>1</sup> que la relation entre développement financier et croissance économique passe par la croissance de la productivité et non par l'accumulation des facteurs. De ce fait, le développement financier est considéré aujourd'hui comme un facteur indéniable de la productivité, de la création des richesses et des services dans un pays ou dans une communauté (Grass et al, 2014 ; Ranjan et Zingales, 1988 ; Levine, 2005).

Néanmoins certaines études remettent en cause ou bien nuancent l'existence d'une relation entre le développement financier et la croissance économique. Parmi elles, il y a les travaux de Démétriades et Hussein (1996), basés sur un échantillon de 16 pays comprenant à la fois des pays développés et des pays en développement, montrant que le développement financier n'est pas toujours une source de croissance économique. En effet, ces chercheurs ont constaté que certains pays ayant développé leur système financier n'ont pas connu de croissance économique significative.

Démétriades et Law (2006), dans leur étude portant sur un échantillon de 72 pays, sont parvenus à la conclusion que le développement financier n'a pas d'effet sur la croissance économique, en particulier dans les pays dotés d'institutions fragiles. Des résultats similaires ont été trouvés par Bongini et al. (2017) qui montrent, sur la période 1995-2014,2 que la part des prêts des banques étrangères dans le crédit domestique au secteur privé est négativement associé à la croissance économique dans les pays d'Europe centrale, orientale et du sud-est.

---

<sup>1</sup> Beck et al. (2000) utilisent des données de panel ainsi que différents estimateurs de la méthode des moments généralisée (GMM) afin d'examiner, pour 77 pays, les facteurs déterminants de sept périodes de croissance d'une durée de cinq ans, réparties entre 1960 et 1995. Cette méthodologie permet de contrôler les effets fixes constants dans le temps et spécifiques à chaque pays et, sous certaines conditions, d'établir la causalité en utilisant la valeur décalée des variables explicatives comme instruments.

<sup>2</sup> En introduisant deux variables contrôlant le rôle des banques à capitaux étrangers au sein du système financier local telles que le crédit domestique au secteur privé selon la propriété des banques (à capitaux étrangers, à capitaux publics, à capitaux privés, à capitaux détenus par des banques de développement) au PIB et la part des prêts des banques à capitaux étrangers dans le crédit domestique au secteur privé.

Le lien entre développement financier et croissance économique, en particulier dans les pays en développement, a suscité de nombreux débats ces dernières décennies. En effet, si l'idée que le développement financier favorise systématiquement la croissance économique a longtemps prévalu, certains résultats récents remettent en question cette relation linéaire. C'est notamment le cas dans les pays d'Afrique subsaharienne où, malgré un dynamisme certain, les systèmes bancaires peinent souvent à soutenir pleinement l'activité économique, en raison notamment de risques de crédit élevés. Ainsi, face à ce constat, plusieurs études se sont penchées sur le rôle spécifique de certaines banques, qu'elles soient occidentales ou panafricaines, dans l'espoir de mieux comprendre ce phénomène complexe.

Traditionnellement, la recherche s'est concentrée sur la comparaison entre banques étrangères et nationales. Toutefois, des travaux récents soulignent l'importance de prendre en compte l'origine de ces banques (nationale, régionale, mondiale) pour saisir toutes les nuances de leur impact. À titre d'exemple, l'étude de Beck et al. (2011) portant sur les pratiques de prêt aux PME révèle que si les banques étrangères se basent davantage sur des informations concrètes pour leurs décisions, elles n'accordent pas forcément moins de prêts que les banques nationales, contrairement à certaines idées reçues.

L'essor des banques panafricaines ces dernières années a suscité un intérêt croissant quant à leur impact réel sur le développement économique du continent. Les travaux de Kasekende et al. (2016) apportent un éclairage positif, en montrant que ces institutions ont permis d'accroître les flux de financement, notamment vers les secteurs industriels prioritaires, favorisant ainsi l'investissement productif. Par ailleurs, Triki et Faye (2013) et Allen et al. (2014) soulignent leur contribution à l'inclusion financière, en élargissant l'accès aux services bancaires à des populations et des régions auparavant délaissées. Enfin, Simpasa (2013) et Nguena (2014) mettent en évidence leur rôle dans la réduction des coûts de transaction et des barrières au commerce intra-africain, stimulant ainsi les échanges et l'investissement à l'échelle du continent.

L'étude de Kanga et al. (2021) sur l'UEMOA offre une perspective nuancée sur l'impact des banques panafricaines. En effet, si leur entrée a conduit à une augmentation de la stabilité bancaire, confirmant l'hypothèse de la concurrence-stabilité, elle a également été associée à une augmentation de la fragilité bancaire, en fonction de l'origine des banques. De plus, le profit bancaire apparaît comme le principal mécanisme par lequel la concurrence est associée à une fragilité accrue, soulignant la nécessité d'une régulation prudentielle adaptée.

Les travaux de Pelletier (2017) mettent en lumière des différences de performances entre banques étrangères et nationales en Afrique subsaharienne. Les banques internationales et celles issues de marchés émergents affichent généralement de meilleures performances que les banques africaines, grâce à une plus grande efficacité opérationnelle et des coûts de financement plus bas. Cette réalité soulève des questions sur les facteurs expliquant ces écarts et les moyens de renforcer la compétitivité des banques nationales.

D'ailleurs, plusieurs études récentes convergent vers l'idée que le développement financier et l'entrée de banques étrangères sont bénéfiques à la croissance économique en Afrique. Menyari (2019) encourage les décideurs à renforcer le secteur financier en se concentrant sur des produits adaptés aux besoins des populations. Dans la même veine, Hunegnaw et Bedhaso (2021) suggèrent aux pays n'ayant pas encore ouvert leur secteur bancaire de le faire, afin de profiter des avantages de l'implication des banques étrangères.

En somme, bien que leurs effets soient encore limités dans certaines régions, le développement des grands groupes bancaires panafricains semble avoir un impact positif significatif sur la croissance économique en Afrique. Leur rôle pourrait donc s'avérer essentiel pour soutenir les efforts de développement du continent. Néanmoins, des défis importants subsistent, notamment en termes de régulation prudentielle et de gouvernance de ces institutions financières régionales, comme le soulignent Barth et al. (2013). Ces enjeux devront être pris en compte pour assurer un développement financier sain et durable, au service de la croissance économique et du bien-être des populations africaines.

Ces résultats, qui mettent en évidence la complexité de la relation entre développement financier et croissance économique, invitent à dépasser les idées simplistes et à adopter une approche nuancée, tenant compte des spécificités de chaque contexte.

## **2. Faits stylisés du système bancaire de la CEMAC**

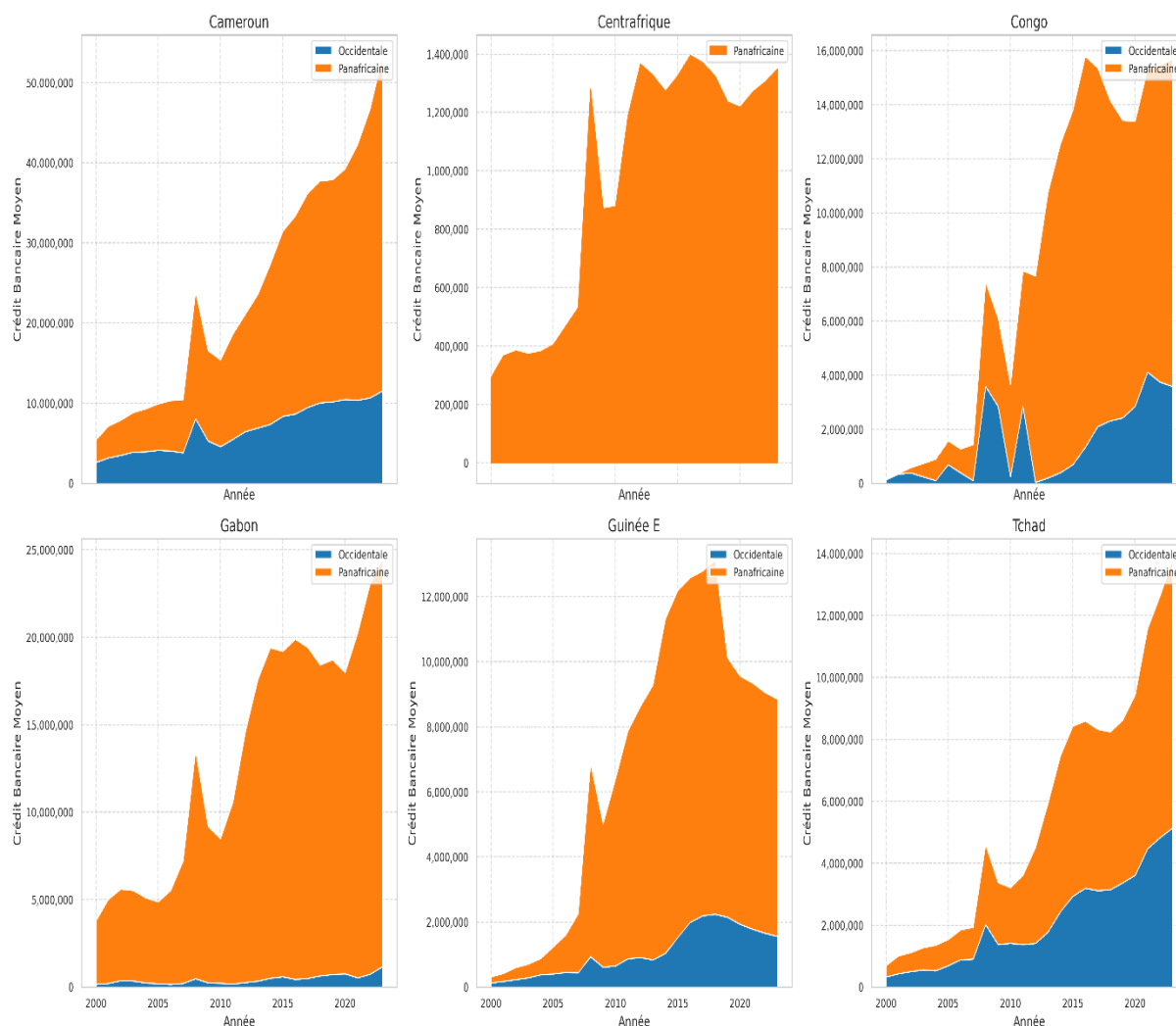
Dans cette partie, nous examinons les faits stylisés relatifs au système bancaire de la CEMAC au cours de la période considérée. L'analyse met en évidence des dynamiques contrastées, traduisant à la fois la montée en puissance des banques panafricaines et les fragilités structurelles persistantes du secteur financier régional.

### **2.1. Analyse de l'évolution du crédit**

L'analyse de l'évolution du crédit met en évidence la prééminence des banques panafricaines, désormais en tête devant les banques occidentales en volume de prêts. Cette progression traduit une stratégie d'expansion plus audacieuse, fondée sur une meilleure connaissance des marchés locaux, une proximité institutionnelle et une plus grande tolérance au risque. Néanmoins,

d'importantes disparités subsistent : le Cameroun, soutenu par une économie diversifiée et un environnement bancaire plus stable, concentre l'essentiel du crédit, tandis que la Centrafrique demeure en retrait sous l'effet de contraintes politiques et structurelles. Ces écarts confirment le rôle déterminant du contexte institutionnel dans la capacité d'intermédiation financière. Par ailleurs, la cyclicité du crédit, sensible aux variations des matières premières, appelle à des politiques de gestion des risques plus rigoureuses afin de renforcer la stabilité et la résilience du système bancaire de la CEMAC.

**Figure 1: Répartition des crédits par pays**

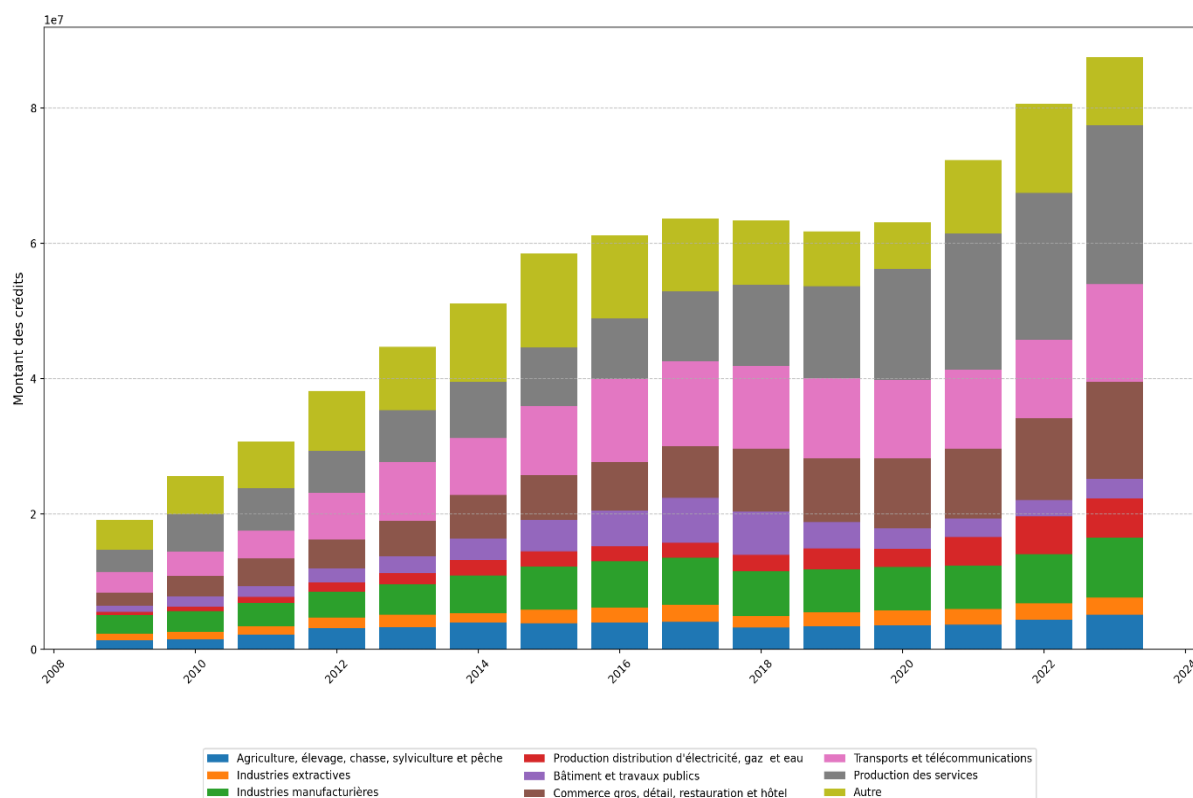


Source : L'auteur

## 2.2. Analyse du crédit par branche

L'analyse du secteur bancaire gabonais révèle une concentration modérée, avec un indice CR5 de 40,80 %, traduisant la domination d'un oligopole de cinq banques. Cette structure, bien qu'assurant une relative stabilité, soulève des risques de collusion et justifie une surveillance réglementaire renforcée.

**Figure 2: Répartition des crédits par branche d'activité**



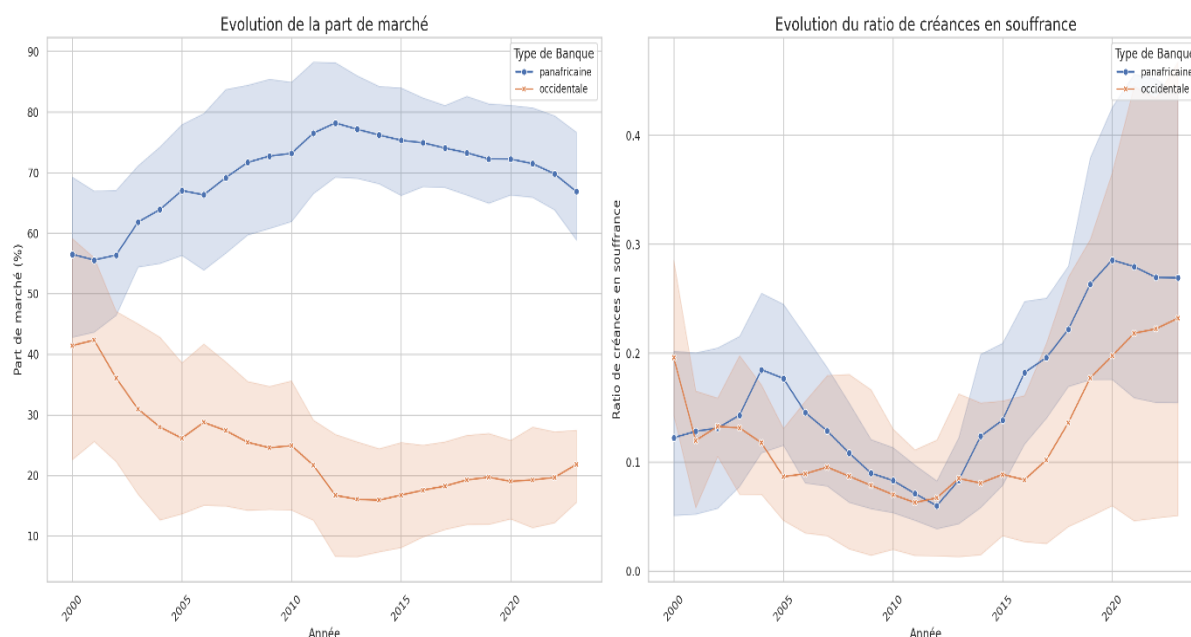
Source : L'auteur

Sur le plan sectoriel, les crédits se concentrent dans le tertiaire, notamment la « Production de services » (174 milliards de francs CFA), tandis que les secteurs productifs comme les « Industries extractives » (28 milliards de francs CFA) restent sous-financés, reflétant un déséquilibre structurel de l'économie. La prédominance des crédits à long terme (ratio 0,12 par rapport aux crédits à court terme) limite par ailleurs l'efficacité de la politique monétaire à court terme. Bien que les parts de marché des cinq principales banques soient relativement stables, cette situation ne garantit pas une concurrence effective, d'où la nécessité d'une régulation proactive.

### 2.3. Analyse de la part de marche et des créances en souffrance

L'analyse révèle que la part de marché des banques panafricaines, dominante dans la région, a progressé jusqu'en 2011 avant de reculer progressivement jusqu'en 2023, témoignant d'une perte relative de compétitivité. A l'inverse, le ratio de créances en souffrance est passé d'un niveau bas en 2012 à près de 16,2 % en moyenne sur la période récente, traduisant une détérioration de la qualité des actifs bancaires. Les disparités régionales sont marquées : la Centrafrique enregistre la part de marché la plus élevée (au-delà de 75 %), tandis que la Guinée Équatoriale affiche le ratio de créances en souffrance le plus important (supérieur à 20 %).

**Figure 3: Evolution de la part de marché et des créances en souffrance**



Source : L'auteur

La corrélation entre les deux variables diverge selon le type de banque : elle est faiblement positive pour les banques occidentales, mais négative et modérée pour les banques panafricaines, dont une part de marché plus élevée est généralement associée à un niveau plus faible de créances improductives. Cette dynamique met en évidence l'importance d'une gestion active du risque et la nécessité d'adapter les stratégies aux contextes nationaux, les pays stables et diversifiés comme le Cameroun et le Gabon affichant des ratios de créances plus faibles (environ 10 %), contrairement aux économies fragiles comme le Tchad et la Centrafrique, où ils dépassent 18 %.

#### 2.4. Analyse de la rentabilité

L'analyse de la rentabilité des banques panafricaines dans la CEMAC met en lumière de fortes disparités entre pays, reflétant des environnements économiques et institutionnels contrastés. Le Congo et le Gabon enregistrent les ROE moyens les plus élevés (1,74 % et 1,68 %), mais la volatilité plus marquée au Congo (0,81 contre 0,49) traduit une instabilité accrue liée à la dépendance aux matières premières et à une gouvernance plus fragile. Le Cameroun, avec un ROE de 1,16 % et une volatilité modérée (0,61), se rapproche de la moyenne régionale (1,14 %), illustrant une rentabilité plus stable soutenue par une économie diversifiée.

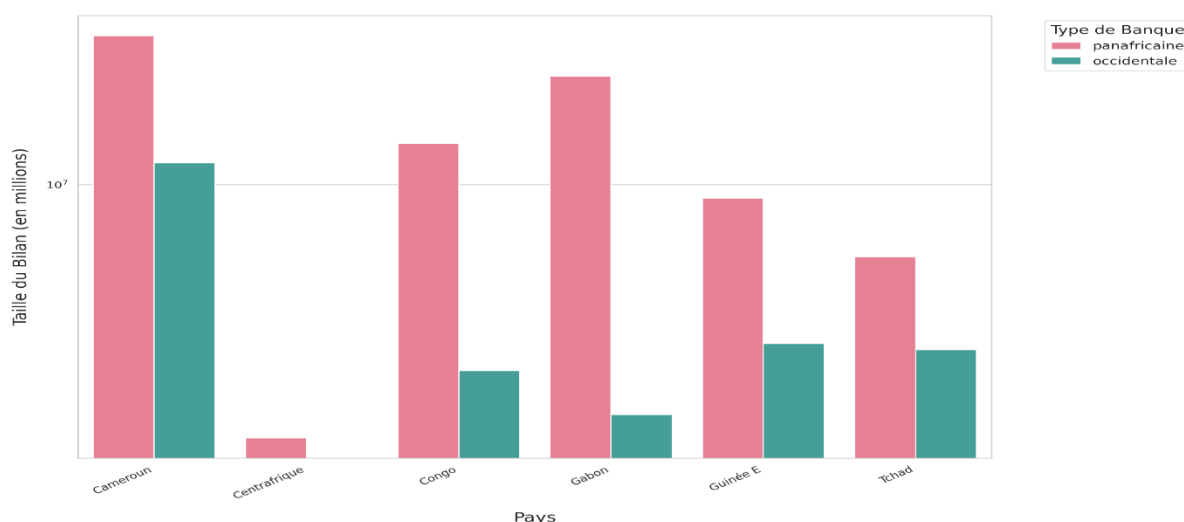
A l'inverse, le Tchad, la Centrafrique et la Guinée équatoriale présentent des ROE inférieurs à 1 % et une volatilité élevée (1,32 à 1,58), témoignant d'une vulnérabilité structurelle persistante. Cette hétérogénéité souligne la nécessité d'adapter les stratégies bancaires et les politiques de

gestion des risques à chaque contexte national, tout en renforçant la stabilité institutionnelle et la gouvernance financière pour consolider la solidité du secteur bancaire régional.

## 2.5. Taille du bilan des banques

L'examen de la taille des bilans bancaires dans la CEMAC met en évidence la domination des banques panafricaines, qui affichent des niveaux nettement supérieurs à ceux des banques occidentales.

**Figure 4: Taille du bilan des banques par pays**



Source : L'auteur

La présence des banques panafricaines est particulièrement marquée au Cameroun et au Gabon, où les bilans moyens atteignent respectivement 20 850 et 12 011 milliards de F CFA, confirmant leur rôle central dans le financement régional. En revanche, les banques occidentales, bien que présentes dans certains pays comme le Cameroun ou le Congo, affichent des bilans plus modestes, traduisant une intégration limitée et une stratégie plus prudente. Ces écarts traduisent la domination des groupes panafricains, capables de mobiliser les ressources locales et d'adapter leur expansion régionale, alors que les établissements occidentaux demeurent cantonnés à des segments spécifiques ou à des partenariats ciblés.

Parallèlement, le secteur bancaire de la CEMAC a connu une expansion notable, sa part dans l'économie passant de 4,7 % en 2000 à 19,9 % en 2023. Des acteurs comme Orabank, Commercial Bank et Ecobank enregistrent des croissances supérieures à 16 %, mais cette dynamique s'accompagne d'une volatilité accrue, révélant le compromis entre croissance et stabilité. La baisse de l'indice Herfindahl-Hirschman et du ratio de concentration traduit une intensification de la concurrence, tandis que la corrélation entre établissements souligne leur exposition commune aux chocs régionaux. Dans l'ensemble, le système bancaire de la CEMAC

combine l'essor rapide des banques panafricaines, moteur de financement et d'innovation, et la persistance de fragilités structurelles – faible diversification, qualité des actifs, dépendance aux cycles extérieurs – qui appellent un renforcement de la régulation et une meilleure articulation entre politiques financières et stratégies de développement.

### 3. Données et méthodologie

#### 3.1. Données

Le secteur bancaire de la CEMAC se distingue par une forte diversité d'acteurs, alliant banques nationales, groupes panafricains et groupes occidentaux. Cette configuration stimule la concurrence, accroît l'inclusion financière et soutient l'intégration régionale.

L'étude exploite des données couvrant 2000–2023, issues de la Banque mondiale, de la BEAC et de la COBAC. Les variables mobilisées permettent d'évaluer l'impact des banques panafricaines sur la croissance économique, l'inclusion financière et la réduction des inégalités.

| Indicateur                               | Description                                                                                                     | Référence                                                                       |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| Crédit/PIB                               | Mesure la contribution du système bancaire au financement de l'investissement et de la croissance.              | Ebeke (2018); Levine (2005); King & Levine (1993)                               |
| Part de marché des banques panafricaines | Reflète leur poids relatif dans l'allocation des ressources financières et leur rôle dans l'inclusion bancaire. | Abebe (2014); Beck et al. (2007); Allen et al. (2012)                           |
| Investissement/PIB                       | Évalue l'effort d'investissement et le financement de projets structurants.                                     | Mills (2014); Calderón & Servén (2010); Delechat et al. (2020)                  |
| PIB par habitant                         | Indicateur du niveau de vie et des effets redistributifs des activités bancaires.                               | Egbo (2020); Barro & Sala-i-Martin (2003); Beck et al. (2000)                   |
| Indice de stabilité politique            | Mesure la confiance institutionnelle et son effet sur le crédit.                                                | Ndikumana (2015); Barth et al. (2013); Kaufmann et al. (2011)                   |
| Créances en souffrance                   | Indicateur de la qualité des actifs et de la capacité à financer durablement l'économie.                        | Beck et al. (2013); Louzis et al. (2012); Chiaramonte et al. (2015)             |
| Indice de Gini                           | Mesure des inégalités de revenus et des effets redistributifs des banques panafricaines.                        | Iyoha (2022); Beck et al. (2007); Demirgüç-Kunt & Levine (2009)                 |
| Taux de chômage                          | Évalue l'impact indirect du financement bancaire sur l'emploi.                                                  | Aghion et al. (2005); Levine (2005); Blanchard & Katz (1992)                    |
| ROE (rendement des capitaux propres)     | Indicateur de rentabilité et d'efficacité bancaire, avec effets potentiels sur la redistribution.               | Flamini et al. (2009); Berger & Bouwman (2013); Demirgüç-Kunt & Huizinga (1999) |

La combinaison de ces variables offre une vision multidimensionnelle de l'impact des banques panafricaines sur le développement économique et social.

### 3.2. Méthodologie

Pour analyser l'impact dynamique et multidimensionnel des banques panafricaines sur le développement économique et financier dans la CEMAC, nous combinons deux approches complémentaires. D'une part, l'estimateur GMM dynamique (Arellano-Bond) sera mobilisé afin de corriger les biais d'endogénéité, de tenir compte de la persistance des phénomènes tels que le crédit bancaire ou le chômage, et de contrôler les effets fixes pays et années (Arellano & Bond, 1991 ; Blundell & Bond, 1998). D'autre part, le modèle vectoriel autorégressif en panel (PVAR) sera utilisé pour saisir les interactions dynamiques et bidirectionnelles entre variables bancaires et indicateurs de développement (PIB par habitant, investissement, inégalités), en mettant en évidence les mécanismes de rétroaction et de transmission des chocs dans le temps (Holtz-Eakin et al., 1988 ; Love & Zicchino, 2006).

L'expression générale du modèle estimé est donnée par :

$$Y_{it} = A(L)Y_{it} + B(L)X_{it} + \mu_i + \lambda_t + \varepsilon_{it}$$

où  $Y_{it}$  regroupe les variables de développement,  $X_{it}$  les variables bancaires et contextuelles,  $\mu_i$  et  $\lambda_t$  capturent respectivement les effets fixes pays et temps,  $A(L)$  et  $B(L)$  désignent les polynômes en retards, et  $\varepsilon_{it}$  représente le terme d'erreur.

Cette stratégie méthodologique sera mise en œuvre afin d'assurer à la fois la robustesse statistique et la pertinence analytique de l'analyse du rôle des banques panafricaines dans la CEMAC.

## 4. Résultats et discussion

### 4.1. Présentation des résultats

Le tableau qui suit fournit les statistiques descriptives des variables analysées, mettant en lumière les principaux traits structurels de l'économie et du système bancaire de la CEMAC de 2000 à 2023.

**Tableau 1: Statistiques descriptives**

| Variables                     | Obs | Mean   | Std. Dev. | Min    | Max    |
|-------------------------------|-----|--------|-----------|--------|--------|
| PIB/hab.                      | 144 | 13.671 | 1.151     | 11.775 | 15.789 |
| Crédit/PIB                    | 144 | 1.714  | 1.393     | 0.008  | 7.695  |
| Parts de marché               | 144 | 69.693 | 14.421    | 30.156 | 100    |
| Stabilité politique           | 144 | -0.76  | 0.795     | -2.699 | 0.64   |
| Chômage                       | 144 | 11.243 | 6.406     | 3.063  | 22.373 |
| Créances en souffrances       | 144 | 0.162  | 0.125     | 0      | 0.692  |
| Rentabilité des fonds propres | 144 | 1.138  | 1.123     | -1.39  | 4.317  |

Source : Auteur (Stata 18)

Les statistiques descriptives montrent une forte hétérogénéité économique au sein de la CEMAC, le PIB par habitant variant de 11,77 à 15,79 (log), ce qui traduit les écarts entre pays pétroliers et économies agro-pastorales. Malgré la prédominance des banques panafricaines, qui détiennent près de 70 % des parts de marché, l'intermédiation financière demeure limitée, avec un ratio crédit/PIB de seulement 1,71 % en moyenne. La qualité des actifs bancaires reste préoccupante, comme en témoigne un taux moyen de créances en souffrance de 16,2 %, supérieur aux standards internationaux. Cette fragilité est accentuée par un contexte institutionnel défavorable, marqué par une stabilité politique négative (-0,76) et un chômage relativement élevé (11,2 %). Enfin, la rentabilité des fonds propres, modeste (1,14 en moyenne), reflète un secteur bancaire encore contraint dans sa capacité à soutenir la croissance économique régionale.

**Tableau 2: Matrice de corrélations**

| Variables                         | (1)     | (2)     | (3)    | (4)     | (5)     | (6)   |
|-----------------------------------|---------|---------|--------|---------|---------|-------|
| (1) Crédit/PIB                    | 1.000   |         |        |         |         |       |
| (2) Parts de marché               | 0.433*  | 1.000   |        |         |         |       |
| (3) Stabilité politique           | -0.322* | 0.238*  | 1.000  |         |         |       |
| (4) Chômage                       | 0.075   | 0.588*  | 0.484* | 1.000   |         |       |
| (5) Créances en souffrances       | 0.125   | -0.310* | -0.149 | -0.325* | 1.000   |       |
| (6) Rentabilité des fonds propres | 0.110   | 0.539*  | 0.161  | 0.314*  | -0.470* | 1.000 |

\*\*\*  $p < 0.01$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*  $p < 0.1$

Source : Auteur (Stata 18)

L'examen de la matrice des corrélations met en évidence plusieurs relations significatives. La corrélation positive entre parts de marché des banques panafricaines et crédit/PIB ( $r = 0,433$ ,  $p < 0,01$ ) suggère leur rôle dans l'approfondissement financier de la CEMAC. De même, leur part de marché est positivement associée à la rentabilité des fonds propres ( $r = 0,539$ ,  $p < 0,01$ ) et négativement aux créances en souffrance ( $r = -0,310$ ,  $p < 0,05$ ), indiquant une meilleure efficacité et gestion du risque. En revanche, certaines corrélations apparaissent paradoxales : la relation négative entre stabilité politique et développement du crédit ( $r = -0,322$ ,  $p < 0,01$ ) et la corrélation positive entre parts de marché et chômage ( $r = 0,588$ ,  $p < 0,01$ ) soulèvent des interrogations sur les canaux de transmission vers l'économie réelle.

**Tableau 3: Analyse de la stationnarité**

| Variables                     | Im-Pesaran-Shin (2003) |                        | Breitung et Das (2005) |                        | Fisher-ADF (2001) |                        |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------|------------------------|
|                               | A niveau               | En différence première | A niveau               | En différence première | A niveau          | En différence première |
| Crédit/PIB                    | -                      | I(1)                   | -                      | I(1)                   | -                 | I(1)                   |
| Parts de marché               | -                      | I(1)                   | -                      | I(1)                   | -                 | I(1)                   |
| Stabilité politique           | -                      | I(1)                   | -                      | I(1)                   | -                 | I(1)                   |
| Chômage                       | -                      | I(1)                   | -                      | I(1)                   | -                 | I(1)                   |
| Créances en souffrances       | -                      | I(1)                   | -                      | I(1)                   | -                 | I(1)                   |
| Rentabilité des fonds propres | -                      | I(1)                   | -                      | I(1)                   | -                 | I(1)                   |

Source : Auteur (Stata 18)

Le Tableau 3 rapporte les résultats des tests de stationnarité appliqués aux variables du panel. Les trois méthodes retenues – Im-Pesaran-Shin (2003), Breitung et Das (2005) et Fisher-ADF (Choi, 2001) – convergent vers une même conclusion : toutes les séries sont non stationnaires en niveau mais deviennent stationnaires en première différence, confirmant leur intégration d'ordre un, I(1).

Cette convergence méthodologique réduit le risque de biais liés à la spécification des tests et renforce la crédibilité des résultats. Elle établit un fondement solide pour l'application de l'approche ARDL en panel (Pesaran, Shin et Smith, 2001), particulièrement adaptée aux séries de type I(0)/I(1). Par ailleurs, l'homogénéité observée dans l'ordre d'intégration suggère l'existence potentielle de relations de cointégration, ouvrant la voie à l'analyse des mécanismes de long terme entre le développement bancaire et la performance économique dans la CEMAC.

**Tableau 4: Analyse de la cointégration**

| Test de Pedroni          |           | Test de Westerlund |        |
|--------------------------|-----------|--------------------|--------|
| Modified Phillips–Perron | 0.0017*** | Variance ratio     | 0.1186 |
| Phillips–Perron          | 0.2672    |                    |        |
| Augmented Dickey–Fuller  | 0.0803*   |                    |        |

\*\*\*  $p < 0.01$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*  $p < 0.1$

Source : Auteur (Stata 18)

Ce tableau présente les résultats des tests de Pedroni (1999, 2004) et de Westerlund (2007). Les conclusions mettent en évidence une cointégration partielle : le test Phillips–Perron ( $p = 0,0017$ )

et l'ADF ( $p = 0,0803$ ) indiquent l'existence de relations de long terme, tandis que le test Phillips–Perron standard ( $p = 0,2672$ ) et celui de Westerlund (variance ratio = 0,1186) ne confirment pas ces résultats. Cette absence de convergence statistique, combinée au fait que toutes les séries sont intégrées d'ordre un  $I(1)$ , limite la pertinence d'une estimation en panel ARDL.

Pour pallier cette ambiguïté méthodologique, nous retenons une approche par GMM en panel dynamique, mieux adaptée aux données de la CEMAC. La spécification System-GMM (Blundell et Bond, 1998) permet de traiter simultanément l'endogénéité, d'éliminer les effets fixes non observés et de renforcer la robustesse des estimations. Elle constitue ainsi un cadre empirique plus approprié pour analyser l'impact des banques panafricaines sur le développement économique régional.

**Tableau 5: Résultats l'estimation System-GMM à une étape**

| Dependant variable            | PIB/hab(1)           | (2)                  | (3)                  | (4)                  | (5)                  | (6)                 |
|-------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| Lagged PIB/hab.               | 0.322***<br>(0.086)  | 0.288***<br>(0.100)  | 0.295***<br>(0.100)  | 0.301***<br>(0.099)  | 0.188*<br>(0.112)    | 0.204*<br>(0.104)   |
| Crédit/PIB                    | -0.026***<br>(0.009) | -0.027***<br>(0.010) | -0.027***<br>(0.010) | -0.027***<br>(0.010) | -0.024***<br>(0.009) | -0.020**<br>(0.009) |
| Parts de marché               |                      | 0.003*<br>(0.002)    | 0.003*<br>(0.002)    | 0.003**<br>(0.002)   | 0.003**<br>(0.002)   | 0.003**<br>(0.001)  |
| Stabilité politique           |                      |                      | -0.002<br>(0.026)    | 0.000<br>(0.026)     | -0.001<br>(0.025)    | -0.003<br>(0.024)   |
| Chômage                       |                      |                      |                      | -0.016**<br>(0.008)  | -0.014**<br>(0.007)  | -0.010<br>(0.007)   |
| Créances en souffrances       |                      |                      |                      |                      | -0.285*<br>(0.172)   | -0.160<br>(0.163)   |
| Rentabilité des fonds propres |                      |                      |                      |                      |                      | 0.028***<br>(0.007) |
| Constant                      | -0.001<br>(0.006)    | -0.002<br>(0.006)    | -0.002<br>(0.006)    | -0.002<br>(0.006)    | 0.000<br>(0.006)     | -0.003<br>(0.005)   |
| Observations                  | 132                  | 132                  | 132                  | 132                  | 132                  | 132                 |
| Number of groups              | 6                    | 6                    | 6                    | 6                    | 6                    | 6                   |
| Sargan                        | 0.289                | 0.335                | 0.340                | 0.291                | 0.143                | 0.116               |
| AR(1)                         | .                    | 2.85e-05             | 3.62e-05             | 2.70e-05             | 5.51e-06             | 0.00171             |
| AR(2)                         | 0.289                | 0.648                | 0.646                | 0.666                | 0.563                | 0.323               |

Standard errors in parentheses

\*\*\*  $p < 0.01$ , \*\*  $p < 0.05$ , \*  $p < 0.1$

Source : Auteur (Stata 18)

Le Tableau présente les estimations obtenues par la méthode System-GMM en une étape (Blundell et Bond, 1998) appliquée au panel de la CEMAC. Les diagnostics de Hansen et d'autocorrélation (AR(1), AR(2)) confirment la validité des instruments et l'absence de biais dynamique, attestant de la robustesse du modèle. Les résultats indiquent un effet positif et significatif des parts de marché des banques panafricaines sur le PIB par habitant : une hausse d'un point de pourcentage de leur présence accroît le revenu moyen d'environ 0,3 %, soulignant leur rôle structurant dans l'approfondissement financier. Le coefficient significatif du terme retardé du PIB (0,188 à 0,322) révèle une persistance de la croissance conforme à la théorie endogène.

En revanche, le crédit au secteur privé exerce un effet négatif sur la croissance, suggérant des inefficiences d'allocation et une orientation du financement vers des activités peu productives. Les créances en souffrance et le chômage confirment également leur impact défavorable, tandis que la rentabilité des fonds propres agit positivement sur la croissance. L'ensemble des résultats met en évidence que l'expansion des banques panafricaines soutient le développement économique, mais reste conditionnée par la qualité de l'intermédiation et la capacité des autorités à encadrer les risques et améliorer l'allocation du crédit.

**Tableau 6: Estimations alternatives : PVAR et Driscoll-Kraay**

| Dependant variables :         | Vector Autoregressive (VAR) |                     |                         | Driscoll-Kraay        |
|-------------------------------|-----------------------------|---------------------|-------------------------|-----------------------|
|                               | PIB/hab.                    | Credit/PIB<br>(1)   | Parts<br>marché         | de<br>PIB/hab.<br>(2) |
| Lagged PIB/hab.               | 0.120<br>(0.120)            | -0.413<br>(0.607)   | 14.254<br>(14.741)      |                       |
| Lagged Credit/PIB             | -0.001<br>(0.007)           | -0.058<br>(0.147)   | 0.059<br>(1.178)        |                       |
| Lagged Parts de marché        | 0.001<br>(0.001)            | -0.011<br>(0.013)   | 0.431<br>(0.265)        |                       |
| Stabilité politique           | -0.016<br>(0.019)           | 0.585<br>(0.377)    | 3.751<br>(4.140)        |                       |
| Chômage                       | -0.010<br>(0.007)           | 0.072<br>(0.085)    | 0.734<br>(0.785)        |                       |
| Créances en souffrance        | 0.266<br>(0.170)            | -5.326**<br>(2.160) | -159.350***<br>(45.267) |                       |
| Rentabilité des fonds propres | 0.017<br>(0.011)            | -0.063<br>(0.112)   | -0.460<br>(1.238)       |                       |
| Credit/PIB                    |                             |                     |                         | -0.016<br>(0.012)     |
| Parts de marché               |                             |                     |                         | 0.002                 |

|                               |     |     |     |         |
|-------------------------------|-----|-----|-----|---------|
|                               |     |     |     | (0.002) |
| Stabilité politique           |     |     |     | 0.003   |
|                               |     |     |     | (0.022) |
| Chômage                       |     |     |     | -0.009  |
|                               |     |     |     | (0.009) |
| Créances en souffrance        |     |     |     | -0.388  |
|                               |     |     |     | (0.234) |
| Rentabilité des fonds propres |     |     |     | 0.026*  |
|                               |     |     |     | (0.013) |
| Constant                      |     |     |     | 0.004   |
|                               |     |     |     | (0.009) |
| Observations                  | 126 | 126 | 126 | 138     |
| N                             | 6   | 6   | 6   | 138     |
| Fisher                        | No  | No  | No  | 4.967   |
| R2                            | No  | No  | No  | 0.171   |

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Source : Auteur (Stata 18)

Le modèle PVAR, inspiré de Sims (1980) et adapté aux panels, traite l'ensemble des variables comme endogènes afin de capter les interdépendances dynamiques entre croissance, intermédiation bancaire et parts de marché. Les résultats confirment, dans l'ensemble, les tendances issues du modèle System-GMM : la contribution des parts de marché des banques panafricaines au PIB par habitant demeure positive (+0,001) mais faiblement significative, traduisant une efficacité limitée par la complexité du système et la courte période d'observation. En revanche, les créances en souffrance exercent un effet fortement négatif sur le crédit (-5,326\*\*) et sur les parts de marché (-159,350\*\*\*), soulignant l'importance décisive de la qualité des actifs bancaires dans la stabilité du système financier régional.

L'estimateur Driscoll-Kraay, corrigeant les erreurs standards pour l'hétéroscédasticité et la dépendance transversale, confirme ces résultats : l'impact des parts de marché reste positif (+0,002), tandis que le crédit conserve un effet négatif (-0,016) et la rentabilité des fonds propres un effet positif et significatif (+0,026\*). Les écarts observés entre les approches tiennent à leurs spécificités méthodologiques, mais la convergence directionnelle des coefficients renforce la robustesse des conclusions. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que l'expansion des banques panafricaines soutient la croissance dans la CEMAC, sous réserve d'une amélioration de la qualité des actifs et d'une allocation plus efficiente du crédit.

**Tableau 5 : Robustesse par variables dépendantes alternatives**

| Dependant variables :         | System-GMM             |                      |
|-------------------------------|------------------------|----------------------|
|                               | Investissement/PIB (1) | Indice de Gini (2)   |
| Lagged Investissement/PIB     | 0.790***<br>(0.067)    |                      |
| Lagged Indice de Gini         |                        | 7.494*** (0.369)     |
| Crédit/PIB                    | 1.248<br>(1.126)       | -0.003***<br>(0.001) |
| Parts de marché               | 0.281<br>(0.185)       | -0.000<br>(0.000)    |
| Stabilité politique           | -0.965<br>(3.146)      | -0.005*<br>(0.003)   |
| Chômage                       | 1.026<br>(0.916)       | -0.000<br>(0.001)    |
| Créances en souffrances       | -22.813<br>(18.487)    | -0.088***<br>(0.017) |
| Rentabilité des fonds propres | 1.086<br>(0.971)       | -0.003***<br>(0.001) |
| Constant                      | 4.948***<br>(1.806)    | 0.641***<br>(0.001)  |
| Observations                  | 138                    | 132                  |
| Number of groups              | 6                      | 6                    |
| Sargan                        | 0.444                  | 0                    |
| AR(1)                         | 9.54e-05               | 0.769                |
| AR(2)                         | 0.692                  | .                    |

Standard errors in parentheses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.1

Source : Auteur (Stata 18)

Pour tester la robustesse des résultats précédents, le PIB par habitant est remplacé par deux indicateurs alternatifs du développement : le ratio Investissement/PIB, reflétant l'effort d'accumulation de capital, et l'indice de Gini, mesurant la dimension distributive. Cette approche vise à identifier les canaux par lesquels les banques panafricaines influencent la croissance et à examiner si ces effets s'accompagnent de gains d'équité. Les estimations utilisant l'investissement comme variable dépendante indiquent une forte inertie dynamique (coefficient autorégressif de 0,790\*\*\*), révélatrice d'un ajustement lent des décisions d'investissement. Si la part de marché des banques panafricaines garde un signe positif (+0,281), son absence de significativité suggère que leur contribution à la croissance ne transite pas prioritairement par l'accumulation de capital physique. De même, le crédit domestique,

bien que positif (+1,248), reste non significatif, confortant l'hypothèse d'une allocation financière inefficace.

De même, l'analyse fondée sur l'indice de Gini met en évidence une neutralité distributive des banques panafricaines, dont l'expansion soutient la croissance sans altérer la structure des inégalités. En revanche, le crédit domestique exerce un effet redistributif significatif et favorable (-0,003\*\*\*), confirmant le rôle de l'inclusion financière dans la réduction des écarts de revenus. La stabilité politique (-0,005\*), la qualité des actifs (-0,088\*\*\*) et une rentabilité maîtrisée (-0,003\*\*\*) contribuent également à une meilleure équité, soulignant le rôle des institutions dans la cohésion sociale. Ces résultats révèlent une complémentarité fonctionnelle entre banques panafricaines et domestiques : les premières favorisent l'efficacité économique et la croissance, tandis que les secondes, malgré certaines inefficiences, participent à l'inclusion financière. Dès lors, les politiques publiques devraient privilégier une régulation différenciée, conciliant la performance des banques panafricaines et l'accessibilité des banques locales, condition d'un développement à la fois durable et inclusif dans la CEMAC.

#### **4.2. Discussion des résultats**

Les résultats mettent en évidence un effet catalyseur des banques panafricaines sur le développement économique et financier de la CEMAC. En effet, la relation positive entre leur part de marché et le PIB par habitant confirme l'hypothèse d'un rôle moteur du secteur bancaire régional, en cohérence avec King et Levine (1993) et Levine (2005). Toutefois, cet effet dépend étroitement du contexte institutionnel et de la qualité de la gouvernance. Dans une région où les structures réglementaires demeurent fragiles, la contribution des banques panafricaines pourrait davantage traduire leur supériorité organisationnelle et leur capacité d'intégration que leur ancrage dans l'économie réelle. De ce fait, le développement bancaire observé n'assure pas nécessairement un développement productif, ce qui invite à reconsidérer la nature du lien finance-croissance à travers des approches non linéaires (Deidda et Fattouh, 2002).

Par ailleurs, le résultat paradoxal d'un effet négatif du crédit domestique sur la croissance souligne la fragilité de l'intermédiation financière dans la région. En d'autres termes, comme l'ont montré Rioja et Valev (2004) et Arcand, Berkes et Panizza (2012), un excès de crédit dans un environnement institutionnel faible peut alimenter des activités spéculatives ou peu productives. Ainsi, dans la CEMAC, la concentration du crédit, la faible diversification économique et les asymétries d'information limitent l'impact positif de la finance sur la productivité. En conséquence, l'expansion quantitative du crédit semble alors se substituer à un

véritable approfondissement financier, conduisant à une forme de « finance non productive » où l'allocation inefficace du capital freine la croissance.

De plus, l'importance de la qualité des actifs bancaires, illustrée par l'impact négatif des créances en souffrance sur la croissance, confirme la vulnérabilité du système bancaire régional. En cohérence avec les travaux de Reinhart et Rogoff (2010) et de Nkusu (2011), la montée des créances douteuses fragilise la stabilité financière et traduit les carences de la supervision bancaire. Dans cette perspective, les analyses de robustesse révèlent également une dualité fonctionnelle du système financier : les banques panafricaines stimulent l'efficacité macro-financière, tandis que les banques locales soutiennent davantage l'inclusion et la redistribution. Ce dualisme, déjà observé par Beck, Demirgüç-Kunt et Honohan (2009), met ainsi en lumière l'existence d'une finance à deux vitesses, où les gains de productivité et les effets sociaux ne se superposent pas nécessairement.

Enfin, la corrélation positive entre rentabilité bancaire et croissance, combinée à son effet négatif sur la réduction des inégalités, révèle une tension structurelle entre performance financière et équité sociale. En effet, comme l'ont souligné Demirgüç-Kunt et Huizinga (1999), une rentabilité excessive peut refléter des comportements d'extraction de rente au détriment de l'économie réelle. Dès lors, ce constat, conjugué à la fragilité institutionnelle et à la faible discipline prudentielle, invite à repenser la régulation bancaire régionale. Dans l'ensemble, les résultats plaident donc pour une architecture financière complémentaire, où les banques panafricaines assurent la compétitivité régionale et les banques locales l'ancrage social du développement. Une telle configuration hybride, conforme aux analyses de La Porta et al. (1998) et Allen et al. (2014), apparaît dès lors comme la voie la plus réaliste pour concilier efficacité, stabilité et inclusion au sein de la CEMAC.

## Conclusion

Les résultats de cette étude soulignent le rôle central mais ambivalent des banques panafricaines dans le développement économique et financier de la CEMAC. L'analyse empirique, menée sur la période 2000-2023 à l'aide de méthodes économétriques robustes (System-GMM et PVAR), montre que l'expansion des groupes bancaires panafricains a contribué à un approfondissement significatif du secteur financier régional. En effet, la part de marché de ces institutions exerce un effet positif et significatif sur le PIB par habitant, estimé à +0,3 % pour chaque point de part supplémentaire, confirmant leur rôle structurant dans le financement de l'économie. Cependant, cette dynamique de modernisation et d'intégration demeure partielle. Le crédit domestique, dont l'impact sur la croissance reste négatif, traduit des inefficiences

d'allocation et des asymétries d'information persistantes, tandis que les créances en souffrance – en moyenne 16,2 % sur la période – fragilisent la stabilité du système bancaire. En outre, le chômage élevé (11,2 % en moyenne) et les inégalités persistantes limitent la diffusion des bénéfices de l'intermédiation financière vers l'ensemble de la société. Ces résultats suggèrent ainsi que les effets positifs des banques panafricaines demeurent conditionnés par la discipline du secteur, la qualité des institutions et la stabilité macroéconomique propre à chaque pays membre.

Ces constats invitent à repenser l'architecture bancaire régionale autour d'un triptyque alliant performance, résilience et inclusion. Une régulation différenciée et proactive apparaît nécessaire pour encadrer l'expansion des banques panafricaines et consolider le rôle complémentaire des banques locales, particulièrement impliquées dans la bancarisation des populations et le financement des petites entreprises. Le renforcement de la concurrence, l'essor des services financiers numériques et la mise en œuvre de programmes d'éducation financière constituent autant de leviers pour étendre l'accès au crédit et favoriser l'inclusion des groupes marginalisés. Parallèlement, une diversification sectorielle de l'allocation du crédit vers des secteurs productifs – agriculture, industrie, énergies renouvelables et économie numérique – s'impose comme une condition essentielle pour stimuler la transformation structurelle et renforcer la résilience des économies de la CEMAC face aux chocs exogènes. Enfin, une meilleure transparence, l'adoption de dispositifs macroprudentiels renforcés et une coordination accrue entre autorités de supervision nationales et régionales s'avèrent cruciales pour contenir les risques systémiques et consolider la stabilité financière.

Au-delà de ces résultats, cette étude ouvre des perspectives prometteuses pour la recherche et les politiques économiques. En effet, l'analyse de l'impact des fintechs et de l'innovation numérique sur la bancarisation, la réduction des coûts d'intermédiation et la stabilité financière représente un champ d'investigation essentiel, notamment dans des économies où l'exclusion bancaire demeure élevée. De même, une comparaison approfondie avec d'autres unions africaines, telles que l'UEMOA ou la SADC, permettrait de situer la CEMAC dans le paysage continental et d'en tirer des enseignements en matière de régulation et de gouvernance financière. En somme, l'essor des banques panafricaines ne saurait être envisagé comme un substitut aux institutions locales, mais bien comme un complément stratégique. L'enjeu pour la CEMAC réside dans sa capacité à articuler cette dynamique dans une architecture financière équilibrée, où modèles panafricains et domestiques coopèrent au service d'une croissance durable, inclusive et socialement équitable.

## Bibliographie

- Aghion, P., Howitt, P., & Mayer-Foulkes, D. (2005). The effect of financial development on convergence: Theory and evidence. *Quarterly Journal of Economics*, 120(1), 173–222.
- Allen, F., Carletti, E. (2010). An overview of the crisis: Causes, consequences, and solutions. *International Review of Finance*, 10(1), 1–26.
- Allen, F., Carletti, E., Cull, R., Qian, J., Senbet, L., & Valenzuela, P. (2014). The African financial development and financial inclusion gaps. *Journal of African Economies*, 23(5), 614–642.
- Allen, F., Jackowicz, K., Kowalewski, O., & Kozłowski, Ł. (2012). Bank lending in financial crises: The role of foreign banks. *Journal of Banking & Finance*, 37(9), 3452–3468.
- Arcand, J. L., Berkes, E., & Panizza, U. (2012). Too much finance? *IMF Working Paper*, 12/161. International Monetary Fund.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- Barro, R. J., & Sala-i-Martin, X. (2003). *Economic Growth* (2nd ed.). MIT Press.
- Barth, J. R., Caprio, G., & Levine, R. (2013). Bank regulation and supervision in 180 countries from 1999 to 2011. *Journal of Financial Economic Policy*, 5(2), 111–219.
- Beck, T., Cull, R. (2014). Banking in Africa. *World Bank Policy Research Working Paper*, 6684.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Honohan, P. (2009). Access to financial services: Measurement, impact, and policies. *World Bank Research Observer*, 24(1), 119–145.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2000). A new database on the structure and development of the financial sector. *World Bank Economic Review*, 14(3), 597–605.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27–49.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2004). Bank competition and access to finance: International evidence. *Journal of Money, Credit and Banking*, 36(3), 627–648.
- Beck, T., Ioannidou, V., & Schäfer, L. (2013). Foreigners vs. natives: Bank lending technologies and loan pricing. *Journal of International Economics*, 91(1), 88–105.
- Beck, T., Levine, R., & Loayza, N. (2000). Finance and the sources of growth. *Journal of Financial Economics*, 58(1–2), 261–300.

- Berger, A. N., & Bouwman, C. H. S. (2013). How does capital affect bank performance during financial crises? *Journal of Financial Economics*, 109(1), 146–176.
- Blanchard, O., & Katz, L. (1992). Regional evolutions. *Brookings Papers on Economic Activity*, 23(1), 1–75.
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- Bongini, P., Claessens, S., & Ferri, G. (2017). Foreign banks and the transmission of financial shocks in emerging markets. *Journal of Banking & Finance*, 80, 52–67.
- Calderón, C., & Servén, L. (2010). Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 19(1), i13–i87.
- Chiaromonte, L., Croci, E., & Poli, F. (2015). Banking stability in the EU: The role of regulation and supervision. *Journal of Banking Regulation*, 16(1), 1–20.
- Claessens, S., Demirgüç-Kunt, A., & Huizinga, H. (2001). How does foreign entry affect domestic banking markets? *Journal of Banking & Finance*, 25(5), 891–911.
- Claessens, S., & Perotti, E. (2007). Finance and inequality: Channels and evidence. *Journal of Comparative Economics*, 35(4), 748–773.
- Deidda, L., & Fattouh, B. (2002). Non-linearity between finance and growth. *Economics Letters*, 74(3), 339–345.
- Delechat, C., Ramirez, G., & Vtyurina, S. (2020). Banking in Sub-Saharan Africa: Financial inclusion and macro-financial linkages. *IMF Working Paper*, 20/84.
- Demetriades, P., & Hussein, K. (1996). Does financial development cause economic growth? Time-series evidence from 16 countries. *Journal of Development Economics*, 51(2), 387–411.
- Demetriades, P., & Law, S. H. (2006). Finance, institutions and economic development. *International Journal of Finance & Economics*, 11(3), 245–260.
- Demirgüç-Kunt, A., & Huizinga, H. (1999). Determinants of commercial bank interest margins and profitability. *World Bank Economic Review*, 13(2), 379–408.
- Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2009). Finance and inequality: Theory and evidence. *Annual Review of Financial Economics*, 1(1), 287–318.
- Diop, M.-C. (2015). *Histoire économique du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest*. Karthala.
- Ebeke, C. (2018). Finance et développement en Afrique. *Revue d'Économie du Développement*, 26(3), 5–28.
- Egbo, O. (2020). Financial development and economic growth in Africa. *African Development Review*, 32(2), 162–176.

- Flamini, V., Schumacher, M., & McDonald, C. (2009). The determinants of commercial bank profitability in Sub-Saharan Africa. *IMF Working Paper*, 09/15.
- Goldsmith, R. W. (1969). *Financial structure and development*. Yale University Press.
- Hunegnaw, F., & Bedhaso, A. (2021). Foreign bank entry and economic development in Africa. *African Economic Review*, 9(1), 45–67.
- Iyoha, M. (2022). Financial inclusion and income inequality in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Development*, 24(1), 67–89.
- Kanga, D., et al. (2021). Banques panafricaines et stabilité bancaire dans l’UEMOA. *Revue Économique et Monétaire*, 18(2), 45–63.
- Kasekende, L., Bagyenda, J., & Brownbridge, M. (2016). Financial inclusion and economic growth in Africa. *African Development Bank Working Paper*.
- Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2011). The worldwide governance indicators: Methodology and analytical issues. *World Bank Policy Research Working Paper*, 5430.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance and growth: Schumpeter might be right. *Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 717–737.
- La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., & Vishny, R. (1998). Law and finance. *Journal of Political Economy*, 106(6), 1113–1155.
- Levine, R. (2005). Finance and growth: Theory and evidence. In P. Aghion & S. Durlauf (Eds.), *Handbook of Economic Growth* (pp. 865–934). Elsevier.
- Levine, R., Loayza, N., & Beck, T. (2000). Financial intermediation and growth: Causality and causes. *Journal of Monetary Economics*, 46(1), 31–77.
- Léon, F. (2012). Banques panafricaines et inclusion financière. *Revue Tiers Monde*, 212(4), 45–62.
- Léon, F., & Zins, A. (2019). Determinants of financial inclusion in Africa. *World Development*, 124, 104–115.
- Louzis, D., Vouldis, A., & Metaxas, V. (2012). Macroeconomic and bank-specific determinants of non-performing loans in Greece. *Journal of Banking & Finance*, 36(4), 1012–1027.
- Love, I., & Zicchino, L. (2006). Financial development and dynamic investment behavior: Evidence from panel VAR. *Quarterly Review of Economics and Finance*, 46(2), 190–210.
- McKinnon, R. I. (1973). *Money and capital in economic development*. Brookings Institution.
- Menyari, M. (2019). Développement financier et croissance économique : une perspective africaine. *African Development Review*, 31(3), 215–231.
- Mills, G. (2014). *Why Africa is poor and what Africans can do about it*. Penguin.

- Ndikumana, L. (2015). Capital flight from Africa. *Journal of African Economies*, 24(1), i89–i124.
- Nguena, C. (2014). Financial development and trade in Africa. *Revue Africaine de l'Intégration*, 7(2), 45–72.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289–326.
- Proparco. (2013). Les banques panafricaines : une nouvelle donne financière. *Secteur Privé & Développement*, 18.
- Reinhart, C., & Rogoff, K. (2010). Growth in a time of debt. *American Economic Review*, 100(2), 573–578.
- Rioja, F., & Valev, N. (2004). Finance and the sources of growth at various stages of economic development. *Economic Inquiry*, 42(1), 127–140.
- Schumpeter, J. A. (1911). *The theory of economic development*. Harvard University Press.
- Shaw, E. S. (1973). *Financial deepening in economic development*. Oxford University Press.
- Simpasa, A. (2013). Intra-African banking and finance. *African Development Bank Working Paper*.
- Triki, T., & Faye, I. (2013). Financial inclusion in Africa. *African Development Bank Working Paper*.
- Westerlund, J. (2007). Testing for error correction in panel data. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 69(6), 709–748.
- Zins, A. (2018). Financial inclusion and development in Africa. *African Journal of Economics*, 26(2), 105–125.
- Zins, A., & Weill, L. (2016). The determinants of financial inclusion in Africa. *Review of Development Finance*, 6(1), 46–57.